

L'ARC salue l'évaluation du DfID et d'OPM

En novembre 2015, le Département britannique du développement international (DfID) a chargé Oxford Policy Management (OPM) de conduire une évaluation indépendante sur 10 ans de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC).

Cette initiative vise (i) à cerner les enseignements tirés et à les intégrer à la gestion du programme de l'ARC, (ii) à confirmer la rentabilité de l'ARC en tant que mécanisme de mutualisation et de transfert des risques, et (iii) à rendre compte au contribuable britannique de l'investissement du gouvernement dans l'ARC. L'ARC a accueilli favorablement cette opportunité en 2015 et a collaboré activement avec OPM à la réalisation de cette évaluation. Bien qu'il ne s'agisse que du premier rapport de l'évaluation formative et que ce rapport reconnaisse qu'il est « trop tôt pour apporter une réponse définitive aux questions posées dans l'évaluation, dans la mesure où il est nécessaire de recueillir davantage de données probantes permettant de démontrer clairement la contribution de l'ARC à la concrétisation de ses résultats attendus et des effets de ces résultats », les informations qu'il contient sont d'une valeur inestimable pour l'ARC.

Ce type d'évaluations, ainsi que les éclairages qu'elles apportent, contribuent dans une large mesure à faire en sorte que l'institution améliore constamment les produits et services qu'elle offre à ses États membres et aux bénéficiaires ultimes : les ménages vulnérables.

Ainsi, l'ARC a déjà appliqué quelques-unes des recommandations formulées dans le rapport concernant les nouvelles activités à entreprendre, comme la sensibilisation des acteurs concernés à ses produits et l'amélioration de sa communication. En outre, l'ARC continuera d'investir dans des projets de R&D d'avant-garde afin de garantir que les outils et produits offerts par l'institution, à savoir l'outil de modélisation *Africa RiskView*, restent parmi les plus performants et les plus avancés, répondent aux besoins du continent africain et établissent la norme en matière de bonnes pratiques dans ce domaine. L'établissement de partenariats avec des organisations régionales et internationales restera une priorité pour l'ARC, qui estime et considère qu'ils sont essentiels à la réussite de sa mission.

Les réussites, les difficultés et les enseignements tirés de la mise en œuvre du mécanisme de l'ARC bénéficieront, à terme, aux États membres de l'Union africaine (UA), dont la démarche proactive a conduit à la création de l'ARC. Les États membres investissent dans l'ARC et cherchent activement les moyens d'améliorer le financement et la gestion de leurs risques de catastrophe naturelle et autres risques climatiques.

Dans ce contexte, l'ARC attache la plus grande importance au concept de transparence, qui est appelée à faire partie intégrante du processus d'évaluation. L'institution est donc déterminée à faire en sorte que ses partenaires soient parfaitement informés et au fait des opérations de l'ARC, de son évolution et de l'impact de son action au fil des ans.

En plus d'améliorer le travail entrepris par l'institution pour répondre aux besoins des États membres et des intervenants concernés, l'ARC estime que cette évaluation, comme les autres évaluations auxquelles elle participe en collaboration avec d'autres partenaires, contribuera pour une large part à la gestion et au financement des risques de catastrophe naturelle, sachant que les acteurs opérant dans ce secteur manifestent une volonté toujours plus grande de comprendre la mutualisation des risques à l'échelle régionale et l'impact de ce mécanisme.

L'ARC attache une grande importance au partenariat établi avec le DfID pour lancer cette évaluation sur 10 ans, qui devrait permettre de faire toute la lumière sur les activités de l'ARC en tant que mécanisme de mutualisation des risques dans le contexte africain et dont l'expérience pourrait s'avérer instructive dans d'autres régions et contextes mais aussi, et avant tout, dans les États membres de l'Union africaine, dans la mesure où ces derniers cherchent à construire et mettre en place leurs propres dispositifs de financement.

Evaluation indépendante de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC)

Rapport de la 1^{ère} phase de l'évaluation formative

**Réponse de la direction de la Mutuelle
panafricaine de gestion des risques (ARC)**

28 Janvier 2018

Contexte et cadre

En novembre 2015, le Département pour le développement international du gouvernement du Royaume-Uni a conventionné avec l'OPM (Oxford Policy Management) pour la production d'une évaluation indépendante de l'ARC (Mutuelle panafricaine de gestion des risques) de 2015 à 2024. La proposition de l'OPM a été déposée comme partie de l'e-Pact, un consortium dirigé par OPM et codirigé avec l'ITAD.

L'évaluation comporte deux volets : une évaluation formative en deux étapes et une évaluation d'impact en deux étapes. L'évaluation globale a pour objectif de :

- Identifier et partager les acquis au sein de la direction du programme de l'ARC. Ceci sera le focus de l'évaluation formative, qui prendra en considération l'efficacité et la performance de l'ARC.
- Tester si la mise en commun des risques climatiques est un moyen économique pour encourager la planification d'urgence et assurer des interventions rapides en cas de sécheresses ou autres événements climatiques extrêmes. L'évaluation d'impact prendra en considération la valeur de la planification d'urgence en minimisant l'impact (et en accélérant le rétablissement) des conditions météorologiques extrêmes. Elle examinera l'efficacité de l'ARC (où, quand, pourquoi) pour contribuer à la base globale factuelle.
- Être transparent vis-à-vis des contribuables britanniques et transmettre les informations relatives aux investissements de la DFID dans l'ARC, en démontrant l'investissement continu de la DFID dans le programme.

Cette évaluation utilise une approche théorique basée sur deux évaluations formatives, deux évaluations d'impact (de base et de fond) et une option pour une étude quantitative basée sur une conception expérimentale séparée. Basées sur la théorie du changement, les questions d'évaluation suivantes ont été étudiées:

- Dans quelle mesure le cadre institutionnel et les résultats de l'ARC mènent-ils à l'adoption et à l'utilisation efficace des produits d'assurance de l'ARC? Cela peut-il être amélioré ?
- Dans quelle mesure l'ARC a-t-elle contribué à des interventions rapides et efficaces dans les pays afin de protéger les ménages et les biens exposés et de réduire les pertes et l'insécurité alimentaire?
- Dans quelle mesure l'ARC a-t-elle influencé la capacité des États membres de l'UA à anticiper, financer et réagir aux catastrophes climatiques en général, et notamment à utiliser l'ARC de manière optimale?
- Les gouvernements et autres parties participantes apprécient-ils le bassin de risques de l'ARC et l'assistance technique? Pourquoi?

Réponse globale à l'évaluation

Le rapport est exhaustif, bien rédigé et dans les délais, aligné à notre calendrier de travail pour 2018. La plupart de nos précédentes remarques quant à la méthodologie, aux résultats et aux conclusions ont été traitées de manière adéquate dans le rapport corrigé.

L'évaluation offre une perspective indépendante et une étude approfondie de notre travail : nos activités, les processus et la structure de gouvernance qui soutient nos actions.

Le travail de l'ARC est innovant et unique sur le continent africain; nous sommes par conséquent ouverts à renforcer notre capacité dans ce domaine, et à identifier les moyens efficaces pour améliorer nos produits et services et leur livraison. Nous acceptons donc l'évaluation et anticipons que la mise en œuvre des recommandations acceptées apportera un impact positif sur nos efforts globaux pour améliorer l'efficacité et l'efficience.

Les recommandations du rapport ont bien été entendues et elles sont pertinentes pour les domaines d'amélioration sur lesquels se concentre l'ARC. Comme démontré dans la réponse de l'ARC ci-dessous, nous avons déjà commencé à mettre en œuvre certaines de ces recommandations dans notre programme. Nous incorporerons toutes les nouvelles activités issues du rapport dans notre plan de travail pour 2018. Nous surveillerons et nous signalerons les progrès de cette mise en œuvre.

La réponse détaillée de l'ARC aux recommandations (avec les actions respectives) est résumée dans le tableau suivant.

Recommandations clés et réponse de la direction

Recommandation de l'évaluation 1: La stimulation du bassin de risques via des changements fondamentaux dans les approches de l'ARC

1a) Considérer les implications du financement des primes et l'utiliser pour assurer des événements moins fréquents, mais qui font partie d'un ensemble global de gestion de risques.

Réponse de la direction: **Partiellement d'accord**

L'ARC a activement et constamment considéré les implications du financement des primes. Cela se reflète de l'évolution de l'identification initiale des problèmes à l'engagement technique et politique actif avec les partenaires. En effet, l'initiative la plus avancée pour soutenir le mécanisme de financement des primes est la proposition de programme conçue avec la Banque africaine de développement. La proposition de programme « Le programme africain de financement des risques de catastrophes », (ADriFi) censé durer 5 ans, de 2018 à 2022, est une solution complète et durable pour le transfert des risques dans un contexte plus large de gestion des risques de catastrophes. Il se concentre donc non seulement sur le soutien du financement des primes mais aussi sur le renforcement des capacités au niveau national sur la gestion des risques et le financement des risques de catastrophes. Le plan de viabilité de ce programme inclut (sans s'y limiter) les éléments suivants (i) renforcer la compréhension des décideurs politiques des risques quantifiés et de la bonne gestion financière à travers les outils de financement des risques de catastrophe; (ii) l'appropriation du futur paiement des primes par les pays à travers un soutien de financement des primes dégressif (100% pour la première année, réduit à 50% pour la troisième année, et 0% la cinquième année). L'ARC considère qu'un plan de viabilité solide et une gestion financière holistique des risques de catastrophes sont les éléments essentiels de toute initiative saine de soutien dans le financement des primes.

Aucun résultat de l'évaluation n'assure que le financement des primes pourrait mener les pays à souscrire une assurance pour des événements moins fréquents, tel que suggéré dans la recommandation.

Action(s) clé envisagée(s)	Date de réalisation prévue	Service(s) responsable(s)	Financement supplémentaire demandé (Oui/Non)
1.1. La mise en œuvre de la stratégie de financement des primes : Cela consiste à la	En cours - cela dépend des pays qui	Affaires politiques & services techniques	Oui

déployer au niveau national et avec les partenaires financiers; les tâches impliquées sont importantes et elles sous-entendent des discussions/négociations avec les gouvernements sur un usage éventuel de l'allocation du pays, la formalisation des partenariats avec les institutions financières pour guider les déploiements des financements, la conception technique du projet etc.	rejoignent la mutuelle, les besoins émergent et l'alignement des financements	et Département des programmes	
1.2. Avec les retombées du Risk Pool V, l'ARC compilera toutes les formes disponibles de financement des risques de catastrophes pour analyser avant d'assurer, afin d'aider les pays à choisir les stratégies optimales de financement des risques.	Achèvement du Risk Pool V (Décembre 2018)	Affaires politiques & services techniques et Département des programmes Souscription de l'ARC Ltd	Incertain

Recommandation de l'évaluation 1b): Améliorer la communication			
Réponse de la direction: D'accord			
Action(s) clé envisagée(s)	Date de réalisation prévue	Service(s) responsable(s)	Financement supplémentaire demandé (Oui/Non)
1.1. Attribution des ressources : Recrutement d'un cadre supérieur chargé de communication	28 février 2018	Directeurs des opérations de l'Agence et de l'ARC Ltd (DOP)	Non
1.2. Développement du Cadre stratégique de communication, de la stratégie de	30 janvier 2018	Les DOP de l'Agence et de l'ARC Ltd	Non

communication nationale et régionale incluant le plan médias et le profilage de l'ARC			
1.3. Stratégie de marque et narration de marque, histoires d'intérêts humains et études de cas	Le projet commence le 30 janvier et se termine le 30 juin 2018.	Département de la communication avec les DOP de l'Agence et de l'ARC Ltd	Non
1.4. Maintenir l'appel trimestriel des donateurs et les rapports convenus des donateurs	En cours	Agence	Non
1.5. Maintenir les appels hebdomadaires avec les membres de la classe C de l'ARC Ltd et la soumission trimestrielle des tableaux de bord	En cours	Opérations Ltd	Non
1.6. Atelier de formation avec les membres de la classe A	7 février 2017	Equipe de souscription et des opérations Ltd	Oui

Recommandation de l'évaluation 1c): Améliorer la coordination avec les organisations externes
Réponse de la direction: Partiellement d'accord

La gestion de l'ARC fait bon accueil à la recommandation d'identifier les options pour un meilleur engagement avec la société civile et les ONG locales et internationales. L'ARC a fourni des efforts concertés avec ces parties prenantes pour organiser des séances de briefing et des réunions, pour renforcer les demandes des gouvernements pour un meilleur engagement avec les ONG dans les groupes techniques et dans le développement des publications pour sensibiliser cette communauté. Ces invitations à participer dans les CP annuelles de l'ARC ont été étendues aux organisations de la société civile. Ceci est une initiative que l'ARC continuera à développer.

Le développement de partenariats solides et efficaces avec les acteurs externes pertinents a toujours été un principe clé et une priorité qui a guidé l'engagement de l'ARC jusqu'à présent. Un progrès important a été fait sur ce plan, à savoir l'engagement renforcé avec l'UA, les CER et les institutions techniques associées incluant la communauté ONG. En outre, l'ARC a fait un effort concerté pour développer des collaborations efficaces avec de nombreux autres partenaires dont le PAM, la CIMA, la BAD, le groupe BOND, les

ONG et les Organisations paysannes en Afrique, l'initiative InsuResilience, GIZ au Ghana, CABRI, le centre Aghrymet, l'IGAD, le CILLS, la SADC, la BID, le CSIR, SASSCAL, l'Université Columbia, l'AIMS, l'Université de Cape Town, CDKN, Care International, parmi beaucoup d'autres. Ces partenariats vont du technique au politique pour renforcer le développement des activités de l'institution.

Le commentaire sur la « tendance à se plaindre de la 'concurrence' plutôt que de chercher à travailler avec d'autres organisations » de l'ARC n'a pas été étayé par des éléments de preuve dans le rapport et cette remarque n'est pas pertinente pour la recommandation globale qui consiste à entrer en contact avec la société civile et les ONG. Nous désapprouvons fortement ce commentaire.

Action(s) clé envisagée(s)	Date de réalisation prévue	Service(s) responsable(s)	Financement supplémentaire demandé (Oui/Non)
1.1. partenariats prioritaires avec les CER, les ONG et les institutions académiques	En cours Si cela est fait correctement, les partenariats devraient se développer.	Affaires politiques et services techniques (PTS)	En fonction du partenariat, mais en principe - Oui.

Recommandation de l'évaluation 1d): Revoir Africa RiskView (ARV) et améliorer la transparence de l'ARV

Réponse de la direction: Partiellement d'accord

L'ARC continuera à mettre en œuvre toutes les activités relatives à l'amélioration de l'ARV, de la communication et de la transparence dans le plan d'amélioration. En effet, 25% des activités planifiées ont été réalisées durant l'année fiscale 2017 et 73% des activités sont en cours.

Néanmoins, les commentaires de «certaines personnes interrogées» qui qualifiaient l'ARV de «boîte noire» devraient être contextualisés. Il faudrait également prendre en compte la connaissance que ces personnes ont du modèle d'impact. Les méthodologies de l'indice de sécheresse et de la vulnérabilité sont disponibles et les données sont publiques et gratuites. Ce qui sera certainement amélioré dans l'ARV est le passage du modèle de risque, c'est-à-dire le résultat de l'ARV, aux paramètres de transfert de risques et de conception des primes.

Bien qu'il y ait des bénéfices indubitables à ouvrir des codes sources à une plus large communauté d'experts, les risques d'une telle action ne devraient pas être sous-estimés. La recommandation de rendre le logiciel *open source* s'oppose à la politique de notre agence puisqu'elle est politiquement trop sensible. La transparence technique est offerte dans la description publique (très) détaillée du modèle. Le modèle peut donc être recalculé par chacun et à chaque moment.

Avoir un code source public que chaque développeur dans le monde peut modifier pourrait mener à de multiples versions de l'ARV autour du monde, ce qui serait risqué et perturbant pour les utilisateurs.

Action(s) clé envisagée(s)	Date de réalisation prévue	Service(s) responsable(s)	Financement supplémentaire demandé (Oui/Non)
1.1. Mettre en œuvre le plan d'amélioration (matrice)	Multiples	Recherche et développement (R&D)	Non

Recommandation de l'évaluation 2: Améliorer l'offre du renforcement des capacités

2a) Revoir l'approche du renforcement des capacités

Réponse de la direction: D'accord

Alors que la direction approuve la recommandation de considérer une approche innovante pour le renforcement des capacités, l'ARC est déterminée à réviser le cycle du projet et à aligner la formation en conséquence. Des outils accessibles et des conseils seront développés.

Action(s) clé envisagée(s)	Date de réalisation prévue	Service(s) responsable(s)	Financement supplémentaire demandé (Oui/Non)
1.1. Concevoir une formation en ligne sur l'ARV	Juin 2018?	Équipe technique	NON
1.2. Préparer l'équipe ARC à former	Date à déterminer	Ressources humaines (RH)	OUI
1.3. Mettre en œuvre l'Académie de l'apprentissage de l'ARC	Juin 2018?	Équipe technique	NON

1.4. Mettre en œuvre La plateforme de connaissances des plans d'urgence	Décembre 2018	Equipe en charge de la planification des plans d'urgence	OUI
---	---------------	--	-----

Recommandation de l'évaluation 2b): Tenir compte de la capacité des parties prenantes politiques et de leur coordination avec les experts techniques

Réponse de la direction: (D'accord)

Action(s) clé envisagée(s)	Date de réalisation prévue	Service(s) responsable(s)	Financement supplémentaire demandé (Oui/Non)
1.1. Organiser des séances d'information parlementaires	Activité en cours	Engagement manager du pays (CEM)	OUI
1.2. Assurer le niveau approprié de GC	Activité en cours	CEM	NON
1.3. Continuer à sensibiliser les membres du gouvernement	Activité en cours	Direction et CEM	NON

Recommandation de l'évaluation 2c): Accepter de plus longues échéances pour le développement des compétences

Réponse de la direction: (D'accord) - La direction doit comprendre les implications en termes d'élargissement du bassin

Une action est entreprise afin de répondre aux délais prévus et nécessaires pour fournir un renforcement des capacités aux pays sur des aspects techniques variés, incluant la mise en place des plans d'urgence. Cela sera aligné avec le cycle du projet.

Action(s) clé envisagée(s)	Date de réalisation prévue	Service(s) responsable(s)	Financement supplémentaire demandé (Oui/Non)
1.1. Revoir le cycle du projet	Juin 2018	Equipe des CEM	NON

1.2. Révision du processus de mise en place des plans d'urgence	Décembre 2018	Equipe en charge de la planification des plans d'urgence	OUI
---	---------------	--	-----

Recommandation de l'évaluation 3: Améliorer l'efficacité organisationnelle au sein de l'Agence ARC et de l'ARC Ltd
Revoir le PdA entre l'Agence ARC et l'ARC Ltd pour discuter de la portée, des missions et de l'interaction entre les deux structures

Réponse de la direction: **D'accord**

Action(s) clé envisagée(s)	Date de réalisation prévue	Service(s) responsable(s)	Financement supplémentaire demandé (Oui/Non)
1.1. L'Agence ARC et l'ARC Ltd ont commencé à travailler sur des mécanismes pour assurer que leurs activités soient mieux alignées et intégrées. Lors de leur réunion en février 2018, les conseils considéreront les Principes opérationnels de gouvernance désignés pour créer un cadre pour les activités de gouvernance commune.	6 février 2018	Secrétariats juridiques et des Conseils	Non
1.2. Le PdA entre l'Agence et l'ARC Ltd sera corrigé pour refléter les Principes opérationnels de gouvernance et d'autres discussions de la réunion des conseils. Les Présidents des Conseils signeront un accord au nom des Conseils	15 mars 2018	Secrétariats juridiques	Non
1.3. Le plan de travail commun et les POP seront mis à jour en fonction des Principes opérationnels de gouvernance commune, du	En cours, après le 6 février 2018	Les DOP de l'Agence et de l'ARC Ltd	Non

PdA ajusté et d'autres discussions des Conseils menées lors de la réunion de février.			
1.4. L'Agence ARC et l'ARC Ltd reverront les fiches de poste du personnel pour s'assurer que les activités des organisations soient intégrées sans le chevauchement du personnel.	Avril 2018	Les DOP de l'Agence et de l'ARC Ltd	Non
1.5. L'Agence ARC et l'ARC Ltd déploieront les opérations de terrain communes.	en cours	Les DOP de l'Agence et de l'ARC Ltd	Non

Recommandation de l'évaluation 3b): Revoir et renforcer les modes opératoires (POP) et les processus de prises de décisions dans les domaines cruciaux

Réponse de la direction: (D'accord)

Action(s) clé envisagée(s)	Date de réalisation prévue	Service(s) responsable(s)	Financement supplémentaire demandé (Oui/Non)
1.1. Revoir le(s) POP de l'ARC	Décembre 2018	Tous les départements	Non

Recommandation de l'évaluation 3c): Revoir et resserrer les politiques de délais pour le paiement des primes

Réponse de la direction: (D'accord)

Action(s) clé envisagée(s)	Date de réalisation prévue	Service(s) responsable(s)	Financement supplémentaire demandé (Oui/Non)
----------------------------	----------------------------	---------------------------	--

1.1. Les délais de signature des polices et de paiement des primes sont à l'ordre du jour et l'accord pour la réunion des membres de l'ARC Ltd est programmé pour avril 2018.	Mai 2018	Membres de la classe A Membres de la classe C	Non
---	----------	--	-----

Recommandation de l'évaluation 3d): Revoir les besoins en personnel pour consolider un engagement politique de haut niveau

Réponse de la direction: Partiellement d'accord

La direction désapprouve la recommandation de faire «la révision du nombre des postes de haut niveau afin de faciliter un degré d'engagement plus élevé auprès des décideurs de haut rang dans les pays» puisque ce n'est pas avec le nombre de postes que nous renforçons la capacité institutionnelle. De surcroît: se concentrer sur les chiffres s'oppose à notre stratégie de développer une équipe resserrée mais hautement performante, et à nos principes d'efficacité opérationnelle.

L'ARC se concentre sur le renforcement des capacités des *Engagement manager* du pays et des dirigeants des services gouvernementaux pour qu'ils comprennent mieux les aspects politiques et techniques de leurs secteurs de travail à travers une formation du personnel efficace et une présence sur le terrain, ce qui renforce leur crédibilité au long terme dans l'interaction avec les hauts fonctionnaires et dans la gestion des interactions techniques et politiques de plus haut niveau.

Pour complimenter ce renforcement des capacités, nous faisons tout notre possible pour créer une perspicacité et une expertise techniques dans nos équipes ce qui inclut un processus rigoureux et progressif afin d'assurer des résultats de haute qualité. Le niveau d'engagement est nourri par une série de partenariats académiques et techniques pionniers et les cultiver prend un temps considérable. Au vu du caractère personnalisé du produit que nous offrons aux pays membres, une reproduction massive pourrait nuire au processus.

Action(s) clé envisagée(s)	Date de réalisation prévue	Service(s) responsable(s)	Financement supplémentaire demandé (Oui/Non)
1.1. Une stratégie de recrutement ciblée pour une personne dynamique, compétente, expérimentée et qui apprend vite	En cours	Agence DOP	Non

<p>1.2. Un programme d'initiation révisé avec des séances concentrées sur l'engagement du gouvernement et la gestion des parties prenantes pour les <i>Engagement manager</i> du pays (CEM) et tout le personnel</p>	<p>Initié en 2017</p>	<p>Dirigeants des services gouvernementaux</p>	<p>Non</p>
<p>1.3. Le CEM auxiliaire sur place - le personnel subalterne couplé aux cadres supérieurs pour toutes les visites initiales dans le pays. L'évaluation de la performance est menée avant que les CEM n'entrent dans un engagement de haut niveau.</p>	<p>En cours</p>	<p>Dirigeants des services gouvernementaux</p>	<p>Non</p>
<p>1.4. L'ARC demande souvent que les membres des conseils facilitent les interactions de haut niveau dans nos pays membres et nos institutions. Nous avons l'intention d'augmenter leur participation et de tirer parti de leur influence et de leur expertise. Les membres du conseil représentant l'ARC seront suivis par le personnel de l'ARC qui bénéficiera d'un apprentissage sur le terrain et de visibilité.</p>	<p>En cours, mais à améliorer et renforcer</p>	<p>Dirigeants des services gouvernementaux</p>	<p>Oui</p>
<p>1.5. En plus de se servir des membres du Conseil pour les interactions de haut niveau et pour la promotion, l'ARC a l'intention de mettre en place des contrats avec avances sur honoraires pour les profils de haut niveau, souvent en retraite mais actifs sur la scène internationale et connaissant bien le champ d'intervention de l'ARC, des personnes influentes et respectées à mobiliser si nécessaire pour le conseil stratégique, des missions spéciales de haut niveau, pour la</p>			<p>Oui</p>

promotion, etc. Ceci est plus économique que d'augmenter le nombre de cadres supérieurs.			
1.6. Formation de la Banque mondiale - partie intégrante de l'engagement de la Banque mondiale, nous essayons d'utiliser leur expertise dans la gestion des risques de catastrophes.	Mi-2018	PTS	Non
1.7. L'outil de financement des risques du GAD - en collaboration avec la DFID, le développement de la formation sur le financement des risques de catastrophes créé par le GAD pour le personnel de l'ARC	1er trimestre 2018	PTS	Oui
1.8. Programme d'assurance Willis - travailler avec notre courtier en assurance pour offrir des informations pédagogiques au sujet du marché des assurances	2ème trimestre 2018	PTS	Non
1.9. Partenariats techniques - collaboration technique avec AGHRYMET, le Centre d'alerte précoce ouest-africain qui a accepté de rejoindre le groupe de travail technique pour offrir son expertise. Partenariat InsuResilience - établir des plateformes sur lesquelles le personnel peut trouver l'information et la diffuser aux pays membres	En cours	PTS	Oui
1.10. Plateforme de connaissances - l'ARC travaille sur le développement d'une plateforme de connaissances sur laquelle le personnel aura accès aux informations pour développer l'engagement avec les membres	2ème trimestre 2018	PTS	Oui